

COMBAT

RÉPUBLICAIN

Mercredi 3 juin 2009

Numéro 149

« Le Socialisme, c'est la République poussée jusqu'au bout. » Jean Jaurès

A savoir

SPECULATION.

Voilà que ça recommence... En deux mois, le prix du baril de pétrole a pratiquement doublé pour atteindre 65 dollars, alors que la demande en hydrocarbures reste aussi déprimée que les autres compartiments de l'économie mondiale. Mais les traders se sont remis à spéculer sur le marché à terme, en toute déconnexion avec l'économie réelle. Ils n'ont rien compris ? Plus exactement, ils ne veulent rien savoir...

GEANTS A TERRE.

Cette fois ça y est : General Motors s'est déclarée officiellement en faillite pour bénéficier des subsides de l'Etat fédéral, lequel entend restructurer en profondeur le numéro 1 des constructeurs automobiles américains. Auparavant, GM a cédé Opel à l'équipementier canadien Magna, allié à une banque et un constructeur russes. Quant à Chrysler, rappelons qu'elle a été rachetée par Fiat.

HEWLETT-PACKARD CONTRE SON PERSONNEL.

Le premier fabricant mondial d'ordinateurs a annoncé 6 400 suppressions d'emplois en 2009-2010, dont 5 700 postes en Europe. En France, la société a l'intention d'étendre la baisse des salaires, déjà demandée à une centaine de cadres dirigeants, à l'ensemble du personnel.

Edito: VOTER ET FAIRE VOTER POUR LE FRONT DE GAUCHE

C'est le ménage à trois le plus en vogue du moment... Marie-George, Jean-Luc et Christian font furieusement parler d'eux depuis que les sondages créditent le Front de Gauche d'un nombre croissant d'intentions de vote. Mais au-delà de la personnalisation voulue par les media, Buffet, Mélenchon et Piquet, respectivement dirigeants du PCF, du Parti de Gauche et de Gauche Unitaire, incarnent une mobilisation collective qui est appelée à faire date.

Car la force du Front de Gauche, constatable de meeting en meeting, provient de la conjonction des forces qu'il permet en son sein. Dans le respect des différences, chacun apportant la richesse de son parcours militant. Unitaire et collectif, le Front renoue avec les meilleures traditions de la gauche et du mouvement ouvrier, et fait revivre – enfin ! – l'esprit du Non de gauche au référendum du 29 mai 2005. Qu'il réalise un bon score le 7 juin et l'avenir des forces progressistes en France s'en trouvera favorablement modifié.

Outre les organisations politiques qui l'ont formé, le Front de Gauche bénéficie du soutien de personnalités variées, gage de sa diversité. A côté d'élus locaux et nationaux, des intellectuels renommés, tels Bernard Cassen, fondateur d'ATTAC, ou Henri Peña-Ruiz, philosophe spécialiste de la laïcité, tout comme 36 économistes réputés se sont engagés à faire des élections au Parlement européen le début d'un nouvel espoir.

*

* *

Pour Changer d'Europe (résumé des positions du Front de Gauche)

Les élections européennes se déroulent dans un contexte de crise historique du capitalisme. Celle-ci se traduit par de graves menaces pour nos concitoyennes et nos concitoyens et pour la planète : chômage grandissant, aggravation des inégalités Femmes/Hommes, difficultés financières pour des millions d'entre nous, démantèlement des services publics, crise d'importants secteurs industriels, dérèglement climatique, mise en cause des milieux naturels et des écosystèmes, recul des libertés publiques et de la démocratie, atteintes à l'indépendance des médias et de la justice, criminalisation des luttes sociales et dérive sécuritaire... Dans un tel contexte, les tentations autoritaires et les extrêmes droites peuvent à tout moment resurgir, les risques de guerre renaître.

Tous ces dangers sont le résultat d'une déréglementation généralisée menée sous la pression des firmes multinationales et de choix politiques qui placent la rentabilité financière des capitaux et la concurrence au dessus de toute considération humaine. Elle est le résultat d'une logique capitaliste qui déconnecte toujours plus la sphère financière de la production créatrice de valeur sociale, qui prône le productivisme au mépris de l'environnement, qui étend la marchandisation et le consumérisme au mépris de l'humain et de l'intérêt général.

L'Union européenne est totalement engagée dans ce modèle néolibéral capitaliste en échec, particulièrement au fil des vingt dernières années. Il imprègne ses traités, ses structures, ses politiques. Il est réaffirmé dans le traité de Lisbonne. Cette crise est donc aussi l'échec de l'« Europe libérale » : celle de l'« économie de marché ouverte où la concurrence est libre » ; celle de « l'interdiction de tout entrave à la libre circulation des capitaux » ; celle du libre-échange généralisé et de son corollaire : la mise en concurrence des territoires et des peuples pour tirer les acquis sociaux vers le bas ; celle d'une banque centrale européenne (BCE) échappant à la souveraineté populaire et totalement dévouée aux marchés financiers ; celle d'un « pacte de stabilité » visant à faire baisser les « coûts » salariaux et à rationner les dépenses sociales ; celle de l'interdiction d'interventions publiques de l'Etat notamment en faveur de politique industrielle favorisant l'emploi et les salaires ; celle de la privatisation des services publics, de la déréglementation, des privatisations ; celle de la concentration des pouvoirs loin des citoyennes et des citoyens ; celle qui au nom de la « compétitivité » fragilise en même temps que le tissu social, l'environnement et le « vivre ensemble » lui-même. En réalité, cette crise fait exploser toutes les règles libérales imposées par les textes européens.

Une exigence émerge de cette expérience: « il faut changer d'Europe ! ». Cette exigence est majoritaire en France depuis 2005 et elle ne cesse de grandir à travers le continent. Les forces de gauche sont ainsi confrontées à un triple défi : celui de se montrer utiles aux peuples dans une situation qui s'annonce comme devant être de plus en plus dramatique ; celui d'être capables de gagner la bataille des idées sur les choix stratégiques à faire pour s'attaquer aux racines de la crise, celui de réussir à rassembler autour de ces choix suffisamment de femmes et d'hommes pour ouvrir une perspective de changement.

Il faut d'abord faire de ce scrutin un bras de fer entre notre peuple et Nicolas Sarkozy. Celui-ci incarne, en effet, parfaitement ce modèle « libéral-capitaliste » et autoritaire prôné par le MEDEF, et entend - si on lui en laissait le loisir - le pousser jusqu'à l'extrême. Chaque vote pour le Front de Gauche, le 7 juin prochain, sera, en premier lieu, un « carton rouge » à Nicolas Sarkozy.

Dans le même mouvement, il faut faire de ce vote l'expression du NON de gauche au traité de Lisbonne - cette réincarnation de l'ex-traité constitutionnel - au sujet duquel le Président de la République a prétendu priver notre peuple de la parole, avec l'appui des parlementaires de droite (UMP et Modem) et hélas la complicité de la majorité des parlementaires socialistes, verts et radicaux de gauche lors du Congrès de Versailles.

Ce que nous voulons, c'est affirmer une vision nouvelle de la société et de l'Europe fondée sur l'intérêt général et la souveraineté populaire à l'échelle nationale comme à l'échelle européenne.

L'impératif social. Au niveau de chaque nation comme sur le plan européen, tous les instruments disponibles doivent être mis prioritairement au service de l'emploi, de sa qualité et de sa sécurisation, de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes et de l'éradication de la précarité; au service de la promotion des capacités humaines: formation, éducation, santé, culture, recherche, logement, salaire décent, conditions de travail humaines, retraites dignes. Cela vaut tout particulièrement pour les moyens financiers et les pouvoirs d'intervention dont doivent disposer les citoyennes et les citoyens, les salariées et les salariés dans l'entreprise, sans lesquels ces priorités resteraient des vœux pieux. Une logique de gauche doit viser à impulser un autre type de production alliant développement humain, social et écologique ce qui implique notamment une mise en œuvre des fonctions d'anticipation, de prévision et de programmation de la puissance publique indissociables de pratiques démocratiques, citoyennes et populaires. Cela implique, surtout dans la phase actuelle, la maîtrise du crédit pour orienter la gestion des entreprises dans le sens de ces nouvelles priorités, et ce depuis les régions jusqu'à la BCE. Elle doit également tendre vers une maîtrise publique du système bancaire pour parvenir à une politique européenne coordonnée en matière monétaire qui mette au centre de la construction européenne une stratégie de l'emploi et de lutte contre le chômage.

A cette fin la BCE doit être transformée dans ses missions pour être mise au service des populations et soumise à un contrôle démocratique. Ce qui nécessite aussi, au niveau des Etats un processus de réappropriation publique des systèmes bancaires et de crédit. Face à la crise il faut mettre en œuvre un vrai bouclier social au plan européen. Celui-ci doit notamment permettre de s'opposer aux plans

de licenciements comme aux délocalisations, d'augmenter les salaires les minimas sociaux et les pensions.

Il faut engager une harmonisation sociale par le haut, remettre en cause le dogme du libre échange, développer des services publics démocratisés et refuser leur libéralisation ; soutenir une politique industrielle respectueuse de l'environnement et créatrice d'emplois de qualité. On se doit aussi d'œuvrer à une large redistribution des richesses au moyen notamment des dispositifs fiscaux

L'impératif écologique. Les engagements réclamés par la communauté scientifique mondiale pour lutter contre le réchauffement climatique doivent être tenus. L'appel aux mécanismes de marché, privilégié par l'union européenne, montre ses effets pervers. La crise ne doit pas servir de prétexte pour retarder les transformations nécessaires. Un nouveau type de développement doit promouvoir les investissements dans les énergies renouvelables et propres; les économies d'énergie; le développement du transport ferroviaire et de la voie d'eau; la protection des milieux naturels. L'Europe doit promouvoir une agriculture paysanne non soumise à la logique productiviste qui garantisse aux agriculteurs des prix rémunérateurs. Il faut tarir les subventions à «l'agrobusiness», maintenir un moratoire sur les cultures OGM et inscrire la politique agricole dans une logique de souveraineté alimentaire.

L'impératif démocratique. La démocratie c'est le pouvoir du peuple. Or les institutions européennes actuelles organisent le contournement des peuples, des citoyennes et des citoyens en confiant des pouvoirs essentiels à des instances non élues. Cela affaiblit la souveraineté populaire à l'échelle nationale. Et cela ne construit aucune souveraineté populaire à l'échelle européenne. Cette construction politique est à rebours de tout fondement républicain. A l'inverse, nous estimons que la démocratie repose sur la citoyenneté, avec la parité comme moyen pour les femmes de participer à égalité à l'exercice des responsabilités politiques. Dans l'Union européenne, aussi bien les politiques de coopération entre les Etats que les politiques intégrées doivent être contrôlées par les citoyens et soumises à la souveraineté populaire. **Nous nous battons pour une Europe laïque.** C'est une des conditions indispensables pour construire un espace démocratique européen qui garantisse la liberté de conscience et l'égalité des citoyennes et des citoyens quelques soient leurs convictions philosophiques et religieuses. C'est aussi le fondement d'une vision solidaire et pacifique des relations internationales à l'opposé du prétendu «choc des civilisations».

L'impératif solidaire. Il vaut à l'intérieur de chaque société: lutte contre l'exclusion sociale et la précarité, contre les discriminations et la xénophobie, et pour l'égalité effective des droits; respect des droits fondamentaux des personnes issues de l'immigration, à commencer par le droit d'asile, le droit à la scolarisation des enfants et le droit du travail; droit de vote et d'éligibilité aux élections locales et européennes pour tous les résidents au même titre que les citoyens de l'Union Européenne ; régularisation des «sans papiers» avec la mise en place d'une stratégie de co-développement. Il vaut naturellement au sein de l'union européenne: à la fois entre les nations qui la composent et vis à vis des autres peuples du monde. A cet égard, la «directive retour» mérite bien le nom, qui désormais l'affublera jusqu'à sa nécessaire abrogation, de «directive de la honte».